

**HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES
UNIVERSITE DE LILLE****NOM/PRENOM DU CANDIDAT : LABARTHE Pierre**Ecole doctorale : SESAM (Sciences économiques, sociales, de l'aménagement et du management) – école doctorale n°73
Laboratoire/Etablissement : UMR AGIR / Institut National de la Recherche Agronomique
Discipline : Sciences économiques**JURY :**

- Garant de l'habilitation : Faiz GALLOUJ
- Rapporteurs : Guy FAURE, Florence JACQUET, Corinne TANGUY
- Examineurs : Maria SAVONA

SOUTENANCE : (10 janvier 2019, 14h00, salle des conférences, bâtiment SH2)**TITRE DE L'HDR :**

Dynamiques intersectorielles des services de conseil et changement technique en agriculture.

RESUME :

Ce mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches est centré sur l'analyse des nouvelles formes de soutien à l'innovation dans le secteur agricole, dans un contexte de digitalisation. Mes travaux de recherche ont essentiellement porté sur les dynamiques économiques des services d'appui technique aux agriculteurs en Europe (conseil agricole, R&D...). La motivation de mes recherches sur ce sujet part d'un paradoxe. Ces services sont aujourd'hui l'objet de nombreuses politiques publiques, alors que la capacité d'intervention directe de l'Etat est fortement réduite, après des années de désinvestissement dans de très nombreux pays européens. Ces politiques publiques, dont l'objectif est de contribuer à un développement plus durable de l'agriculture, sont l'objet de nombreuses critiques, notamment quant à leur capacité à accompagner les agriculteurs dans la réduction de l'utilisation de pesticides ayant des effets négatifs sur la santé ou l'environnement.

Dans ce contexte, il est nécessaire de mieux comprendre les conséquences des transformations économiques des services de R&D sur leurs capacités à produire des connaissances pertinentes et robustes pour accompagner une diversité d'agriculteurs dans une écologisation de leurs pratiques. C'est l'objectif principal de mes recherches. J'ai construit un cadre d'analyse inscrit dans une économie institutionnelle des services intensifs en connaissances. Ce cadre combine des apports des théories évolutionniste et régulationniste. Il permet d'analyser la R&D et le conseil agricole dans leur dimension organisationnelle de dispositifs collectifs de production de connaissances, mais aussi dans leur dimension institutionnelle, comme l'expression de rapports de force entre acteurs économiques, dans des dynamiques sectorielles et intersectorielles. J'ai mené la plupart de mes recherches dans des projets pluridisciplinaires, souvent européens, qui m'ont permis de mettre en œuvre des comparaisons internationales.

Mes recherches ont donné lieu à trois contributions principales. La première est une meilleure compréhension des transformations de l'offre de conseil agricole en Europe. J'ai construit des grilles d'analyse permettant d'analyser les logiques de performance des acteurs investissant dans le conseil (coopératives agricoles, fournisseurs de logiciels ou d'applications numériques, cabinets privés de conseil...). Si la commercialisation du conseil a favorisé une plus grande personnalisation des services, elle peut s'accompagner de difficultés d'investissement dans le back-office du conseil, et donc dans le renouvellement des connaissances à disposition des agriculteurs. Ma deuxième contribution est une analyse de la manière dont le back-office du conseil, et plus largement, la R&D agricole dans son ensemble, sont transformés par de nouveaux partenariats publics-privés. Ces partenariats sont parfois portés par des acteurs extérieurs au monde agricole, issus des secteurs des technologies numériques ou de l'aérospatial. Ils changent les institutions et les routines qui régulent le fonctionnement de la R&D du secteur agricole, et peuvent limiter l'exploration de connaissances sur des alternatives technologiques à l'utilisation de pesticides. Ma troisième contribution concerne les nouvelles conceptions des politiques de soutien à l'innovation. Ces politiques sont désormais souvent guidées par l'idée de corriger des défaillances de marchés ou de réseaux. Il est nécessaire de mieux comprendre leurs effets en termes d'inégalités entre agriculteurs, voire entre territoires ruraux.

J'ai pu observer dans ces recherches le rôle croissant que jouent les technologies numériques dans la R&D agricole. Je place au cœur de mon projet l'idée qu'il est nécessaire de mener une analyse d'économie politique du développement de ces technologies, et de leur impact sur les mécanismes de production de connaissances pour les agriculteurs. La digitalisation pourrait correspondre à une nouvelle forme de privatisation de la R&D agricole, marquée par des dynamiques intersectorielles très fortes. Quels seront ses effets sur les façons de produire des connaissances sur les technologies utilisées par les agriculteurs (et sur les effets de ces technologies sur l'environnement et la santé) ? Ces façons de produire des connaissances pourraient aussi être révélatrices de changements structurels de l'agriculture, à la fois dans les rapports avec des acteurs industriels (le numérique comme vecteur d'intégration verticale ?) mais aussi dans les relations entre agriculteurs (le numérique comme vecteur des transformations des organisations collectives créées par les agriculteurs ?)

**HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES
UNIVERSITE DE LILLE****NAME/SURNAME OF THE CANDIDATE : LABARTHE Pierre**Doctoral School : SESAM (Sciences économiques, sociales, de l'aménagement et du management) – école doctorale n°73
Laboratory/Institution : UMR AGIR (Toulouse) / National Institute for Agricultural Research (INRA)
Discipline : Economics**HDR COMMITTEE :**

- Supervisor : Faïz GALLOUJ
- Referees : Guy FAURE, Florence JACQUET, Corinne TANGUY
- Examiners : Maria SAVONA

DEFENSE : (2019, January 10th, 14:00, salle des conférences, bâtiment SH2)**TITLE OF THE HDR :**

Cross-sectoral dynamics of advisory services and technical change in agriculture.

ABSTRACT :

In this "Habilitation (HDR)" thesis, I present a synthesis of my academic work, as well as my scientific project for the years to come, centred on the analysis of new forms of innovation support in the agricultural sector, in a context of digitalisation. My research focuses on analyzing the economic dynamics of innovation support services to farmers in Europe (advisory services, R&D, etc.). The motivation of my research on this subject starts from the observation of a paradox. These services are today the object of many public policies, whereas the capacity of direct intervention of the State is strongly reduced, after years of withdrawal in many European countries. New public policies, which objective is to contribute to a more sustainable development of agriculture, are the subject of many debates, particularly as regards their ability to support farmers in reducing the use of pesticides causing adverse effects on health or the environment.

In this context, it is necessary to better understand the consequences of the economic transformations of R&D services on their ability to produce relevant and robust knowledge to support a diversity of farmers in sustainable transitions. This is the main goal of my research. For that, I built a conceptual framework based on institutional economics to analyse knowledge intensive and business services (KIBS). This framework allows me to combine the contributions of evolutionary and regulationist theories. It is then possible to analyse agricultural R&D and advisory services in both their organizational dimension of collective investments in knowledge production, and their institutional dimension, as being the expression of power relations between economic actors. I conducted most of my research in multidisciplinary projects, often European, which allowed me to implement international comparisons (Germany, Denmark, France, Ireland, Italy, the Netherlands, and the United Kingdom in particular).

My research has had three main contributions, each presented in a chapter of this thesis. The first is a better understanding of the transformations of the supply of farm advisory services in Europe. I have built analytical grids to analyze the diversity of performance logic of actors investing in these services, including farmers' cooperatives, software or digital applications providers, or independent private consultants. This research shows that if the commercialisation of advice enables a greater personalization of services, it can be accompanied by a lack of investment in the back office of advice, and thus by a lack of renewal of the knowledge available to farmers and advisors. My second contribution was to show that the back office of advice, and more broadly, agricultural R&D as a whole, are also transformed by new forms of public-private partnerships. These partnerships are sometimes carried by actors outside the agricultural world, coming from the sectors of ICTs or aerospace technologies. I have contributed to various case studies research that show that these partnerships change the institutions and routines that regulate the functioning of agricultural R&D, and can limit the exploration of knowledge about technological alternatives to the use of pesticides. My third contribution is about new conceptions of public policies that frame the functioning of R&D. These policies are now mainly guided by the idea of compensating market or network failures. While they can create new networks between actors, my work shows that it is necessary to better understand their effects in terms of inequalities, between farmers and even between rural territories.

In this context, my project relies on the idea that it is necessary to conduct a political economy analysis of the development of digital technologies in agriculture, and their impact on knowledge production mechanisms for farmers. Digitization could be a new form of privatization of agricultural R&D, with a strong intersectoral dynamics. The research question at the heart of my project (presented in the fourth chapter) is whether those new mechanisms lead or not to the production of knowledge about the effects of these technologies on the environment and health. And these ways of producing knowledge could also be indicative of structural changes in agriculture, both in relations with industrial actors (digital as a vector of vertical integration?) and in relations between farmers (digital as a vector of transformations of collective organizations created by farmers?).